

## Rappel sur le permis de travail

Le Luxembourg est un petit pays dans lequel se côtoient de nombreuses nationalités. Très souvent nous nous interrogeons sur la nécessité d'un permis de travail. Quelles sont les règles ?

Tous les citoyens européens ainsi que les citoyens des Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen (Norvège, Islande, Liechtenstein, Suisse) peuvent travailler librement et sans formalités dans l'ensemble de ces 32 Etats.

A noter que le critère est la **nationalité**, le salarié doit donc disposer d'un passeport international en cours de validité de minimum 1 an.

A l'inverse, tout citoyen ressortissant d'un Etat-tiers devra obtenir un permis de travail pour travailler à Luxembourg. Ainsi, avant d'embaucher une personne d'un pays tiers, l'employeur doit impérativement s'interroger sur sa situation : dispose-t-il d'un permis de travail à Luxembourg en cours de validité ?

Il est à noter que le titre de séjour / le permis de travail dans un pays frontalier n'est pas suffisant en soi pour autoriser cette personne à travailler au Luxembourg.

Chaque situation requiert une analyse particulière et un permis de travail spécifique. En effet, selon la situation, il conviendra de faire une demande de permis de travail pour salarié, pour travailleur hautement qualifié (carte bleue européenne) ou encore pour stagiaire... Quel que soit le permis de travail nécessaire, la personne ne pourra commencer à travailler avant de l'avoir obtenu.

*Les informations publiées dans le présent article ne sont valables qu'à la date de publication du présent article. La législation sociale évoluant fréquemment, merci de nous contacter pour toute question ou utilisation sur base de cet article ou d'un article publié précédemment.*

*En application de l'article 2, §2 de la loi du 10 août 1991, le Service Juridique de SECUREX Luxembourg S.A. n'étant pas autorisé à exercer la profession d'avocat, limitera toujours ses interventions à la diffusion de renseignements et informations à caractère documentaire.*

*Les documentations et informations ainsi délivrées dans le cadre de l'abonnement juridique ont toujours un caractère d'exemple-type ou de synthèse, de valeur indicative, et sans prétention d'exhaustivité. Le destinataire est seul responsable de l'usage et des interprétations qu'il fait des informations ou documentations visées dans le présent article, des conseils ou actes qu'il en déduit et des résultats qu'il en tire.*